

HANDICAP

Une enquête nationale lancée par le secteur de la solidarité

Le ministère de la Solidarité nationale a annoncé, hier, avoir lancé une enquête nationale, la première du genre, concernant la population des personnes handicapées. Le travail qui se fera en collaboration avec le mouvement associatif permettra, notamment, de définir le nombre exact de cette catégorie de personnes qui souffre de marginalisation, et surtout de définir leurs besoins.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale a précisé, hier, lors d'une conférence de presse que l'enquête sur le handicap permettra d'appliquer une nouvelle politique de prise en charge des personnes handicapées. Le travail de recherche, selon le responsable, sera axé sur six thèmes de référence dont trois enquêtes et six études et permettra d'avoir des données statistiques fiables. «Il s'agira, notamment, de récupérer des données qualitatives et quantitatives concernant tous les handicaps, de connaître l'étendue des connaissances de la population sur les handicaps, d'étudier le disposi-

tif de prévention et les textes législatifs», a déclaré le secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale. Il précisera, par ailleurs, que l'enquête concernera aussi l'étude des domaines épidémiologiques sur les phénomènes invalidants. Le travail se fera, selon le responsable, avec la collaboration du mouvement associatif et les secteurs concernés ainsi qu'avec celle d'experts nationaux et internationaux. Les personnes présentes préciseront, par ailleurs, que ce n'est pas le handicap qui limite l'intégration sociale des personnes handicapées mais plutôt l'environnement qui ne favorise pas leur adaptation. Concernant



Photo : DR.

l'accessibilité au métro d'Alger, qui n'a pas été prévue par ses concepteurs, le représentant du ministère de la Solidarité nationale précisera qu'une réflexion a été engagée en vue de rendre ce moyen de transport accessible aux personnes à la

mobilité réduite. Cette réflexion, selon l'intervenant, concernera aussi tous les moyens de travail et le bâti sur le territoire national. Les responsables présents à la rencontre évoqueront, par ailleurs, le nombre de 1 million 300 000 handi-

capés en Algérie. Concernant la commémoration de la Journée internationale des personnes handicapées, le ministère de la Solidarité nationale a mis au point un programme qui débutera dès le 1^{er} décembre avec un forum sur l'accessibilité, l'autonomie et les aides techniques qui se déroulera au cercle de l'Armée de Béni-Messous. Ceci alors que les journées du 2 et 3 décembre sera organisé un tournoi national des sports collectifs et de combat pour les personnes handicapées. Le dernier jour de la manifestation sera présenté le cadre préalable à l'enquête sur la situation des handicaps en Algérie.

Comme sera aussi installé le comité de pilotage de l'enquête. Les participants présenteront aussi les recommandations du forum sur l'accessibilité.

F-Z.B.

AÏN TÉMOUCHENT

Le siège de l'APC de Oued Sebbah fermé par des protestataires

Trente bénéficiaires de logements de type LSP de la commune de Oued Sebbah ont imposé la fermeture de la mairie de cette localité, et ce pour revendiquer le retard pris dans l'attribution de leurs logements. Les protestataires qui tiennent un rassemblement devant le siège de l'APC depuis le deuxième jour obligeant la fermeture de la mairie, dénoncent dans leurs revendications le retard pris dans la réalisation de ces logements, du fait que ce projet est pris en charge par deux entreprises, les travaux ont été lancés en 2006 pour un délai d'exécution de 24 mois. Cependant ce délai n'a pas été respecté par les promoteurs chargés du projet en dépit du versement par certains bénéficiaires de la somme de 115 millions de centimes représentant le montant global signé entre les deux parties (acquéreurs et promoteurs). D'autres, par contre, n'ont versé que 90 millions de centimes, un montant jugé appréciable pour que les deux entreprises atteignent un taux très avancé dans la réalisation de ces logements. Seulement, et aux dires de ces protestataires, le taux réel de réalisation n'a pas atteint les 50% pour la quasi-totalité des logements même si d'autres logements sont réalisés à 90%. Les protestataires disent qu'ils ont adressé une correspondance à la DLEP de la wilaya d'Aïn Témoûchent depuis deux mois mais sans qu'aucune suite ne leur soit donnée. Selon les postulants, madame le wali leur avait promis qu'ils auront les clés de leurs appartements pour le mois de juin dernier. Cependant et à ce jour, ils ne voient rien venir. C'est la raison pour laquelle ils maintiennent leur rassemblement devant le siège de l'APC jusqu'à l'aboutissement de leur revendication.

S. B.

TIZI OUZOU

Des villageois d'Ameddah ferment le siège de la daïra

Les habitants du village Ameddah, dans la commune de Tizi Gheniff, au sud de la wilaya de Tizi Ouzou, ont fermé, hier lundi et dimanche, le siège de leur daïra pour réclamer l'amélioration de leur cadre de vie. Les manifestants revendiquent essentiellement «le raccordement de (leur) village au réseau de gaz naturel et le revêtement en béton bitumineux de la route le desservant». Ils demandent également «l'extension du réseau d'assainissement et d'éclairage public, la réhabilitation et l'équipement du foyer de jeunes et l'aménagement de l'aire de jeux ainsi que les pistes de désenclavement situées au sein du village». Le siège de la daïra n'a été libéré qu'en milieu d'après-midi, à l'issue d'une réunion entre les représentants des manifestants et chef de daïra, en présence des subdivisionnaires locaux des services concernés, des services de sécurité, du secrétaire général de l'APC ainsi que d'un adjoint au P/APC. Les personnes présentes à la réunion se sont également rendues au village où elles ont visité les «différents chantiers en souffrance ou non encore entamés», selon le président du comité du village, Chikh Makhlof. A la fin de la manifestation, ce dernier nous a affirmé que lesdits responsables «se sont engagés à prendre en charge [leurs] revendications dans des délais raisonnables». Cependant, les villageois se disent «prêts à recourir à des actions plus radicales si les autorités ne tiennent pas leurs engagements».

Kaci Moussa

TIZI-OUZOU

Marche des retraités : le gouvernement et le patron de l'UGTA désavoués

Ils étaient près de 3 000 à marcher dans la matinée d'hier, à Tizi-Ouzou, du siège de l'Union de wilaya UGTA vers celui de la wilaya où une délégation a été reçue par le wali.

Dans une lettre qu'ils devaient remettre à ce dernier, les retraités qui avaient répondu à l'appel qui leur a été lancé par le Comité syndical pour la wilaya de Tizi-Ouzou de la FNTR (UGTA) reviennent sur les nombreuses revendications qui, estiment-ils, «ne se limitent pas à une augmentation de 40%», comme cela leur a été promis dans le cadre de la tripartite qu'ils n'ont pas manquée de dénoncer et de stigmatiser tout au long de leur marche, au même titre que le patron de l'UGTA, M. Sidi Saïd à l'adresse duquel d'aucuns parmi les protestataires n'ont pas manqué d'exprimer

leur courroux et d'user même du mot trahison. «Sidi Saïd, Ouyahia barra (dehors)», ont scandé certains marcheurs qui étaient à la tête de la procession où l'on pouvait apercevoir des cadres syndicaux de l'Union de wilaya UGTA. «Sidi Saïd a sali l'UGTA», nous dira, tout en insistant pour rapporter fidèlement ses paroles un retraité du secteur pétrolier, rencontré devant le portail de la wilaya.

A côté de lui, un autre retraité n'a pas arrêté de fulminer contre les pensions de retraite accordées aux salariés qu'il qualifie d'insultantes et de misère.

Des propos qui en rajoutent à la colère contenue dans la missive remise au wali de Tizi-Ouzou, dénonçant «le mépris et l'indifférence affichés par les pouvoirs publics à nos doléances».

L'alignement du minimum de pension de retraite à 100% du SNMG au lieu des 75% octroyés actuellement pour toutes les pensions, y compris pour les retraites proportionnelles et sans condition d'âge ; alignement au minimum de l'allocation de retraite à 5 000 DA par mois au lieu de 3 500 DA ; actualisation des pensions de retraite antérieures à août 2005 en application de l'article 43 de la loi 83-12 relative à la retraite, augmentation de la majoration pour conjoint à charge en rétablissant l'article 15 de la loi 83-12 relative à la retraite qui fixe cette indemnité à 600 fois le montant horaire du SNMG... peut-on lire sur une liste de revendications présentées par les retraités qui promettent de réinvestir la rue pour faire aboutir leurs doléances.

S. Aït-Mébarek

LES COMPAGNIES COLLABORENT

Vers un fichier national des assurés

L'Union algérienne des assureurs et des réassureurs (UAR) s'attelle à mettre en place un fichier national des assurés toutes branches. C'est ce qu'a annoncé le représentant de la Compagnie algérienne des assurances de transport (CAAT).

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Toutes les compagnies d'assurances disposent d'un fichier interne de leurs clients mais un fichier national regroupant les différents compagnies s'impose.

Il permettra d'identifier tous les assurés, notamment les mauvais conducteurs», expliquait Berranen Youcef, représentant de la CAAT, hier, au forum d'El Moudjahid lors d'une rencontre sur les accidents de la route.

Rappelant que la CAAT a versé plus de 4 milliards de dinars pour les risques automobiles en 2010, il réitère la revendication des

compagnies d'assurances pour le réajustement des tarifs. «Il faudrait que les primes d'assurance soient plus conséquentes. En moyenne, la prime de responsabilité civile ne dépasse pas 2 000 DA par an», a-t-il indiqué. Pour lui, un «mauvais» conducteur doit payer plus que les autres.

Il affirme également que le marché des assurances enregistre annuellement des centaines de milliers d'accidents de la route.

«Les conséquences sur les caisses d'assurances sont très importantes», a-t-il dit. Prenant part à la rencontre, le représentant de la Gendarmerie nationale,

le commandant Latrèche, a affirmé qu'une hausse du nombre des accidents de la route a été enregistrée durant les 10 mois de l'année 2011.

«Nous avons enregistré une hausse de 31,61% du nombre des accidents de la route, 30,14% de morts et 33,88% de blessés par rapport à l'année 2010», a-t-il dit. Pour l'intervenant, le conducteur est la première cause des accidents de la route. «Le conducteur est responsable dans 81,40% des accidents, l'état du véhicule dans 6,44% des cas et celui des routes et de l'environnement dans 3,9% des cas.»

Il souligne également que les transporteurs de marchandises et de personnes sont à l'origine des accidents les plus dange-

reux et les plus mortels. «27,12% de la totalité des accidents de la route survenus durant les 10 premiers mois de l'année 2011 ont été causés par ce type de véhicule», précise-t-il.

De son côté, le représentant de la DGSN, le lieutenant Zouaoui, a révélé que les sites urbains ont, eux aussi, connu une hausse de 17,98% du nombre d'accidents de la circulation, 16,70% du nombre de morts et 19,73% de celui des blessés.

Une hausse que le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière, El-Hachemi Boutaleb, impute au «relâchement» des autorités concernées dans l'application du nouveau code de la route.

R. N.